

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 21 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Bizarre !...
- 2) La bande à...
- 3) Une erreur de “ manipulation “
- 4) Ils courbent l'échine
- 5) Plus vite...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Aubry-Montebourg : une ligne, deux trajectoires



Martine Aubry et Arnaud Montebourg, en juin 2013 à Lille. PHILIPPE HUGUEN / AFP



Par Audrey Salor

L'ex-première secrétaire du PS et l'ancien ministre de l'Economie se retrouvent sur la critique de la politique économique. Pour le reste, c'est une

"Elle fera entendre sa voix...", avaient averti ses amis voilà quelques mois. C'est chose faite depuis ce dimanche. Après quelques mises en bouche, distillées çà et là cet été comme un avant-goût, Martine Aubry a porté le coup final, dimanche 19 octobre dans les colonnes du "JDD". Un long réquisitoire contre la politique du couple exécutif doublé d'une contribution, baptisée "Pour réussir", aux Etats-généraux du PS. La maire de Lille, qui plaide pour une réorientation de la politique économique, préconise de consacrer 20 milliards d'euros des allègements des charges accordées aux entreprises à un "plan de soutien à la croissance".

Une sortie qui n'est pas pour déplaire aux députés frondeurs, chez lesquels l'ex-première secrétaire du PS compte quelques influents amis. Ni aux proches d'Arnaud Montebourg, limogé du gouvernement fin août pour avoir fait entendre une voix un peu trop critique, au goût de l'exécutif, sur l'estrade de Frangy-en-Bresse. Le ministre de l'Economie avait alors entraîné son collègue de l'Education Benoit Hamon dans sa chute. "Aubry leur emboîte le pas", applaudit le député montebourgeois du Gard Patrice Prat:

“ S'il peut y avoir des différences à la marge, les uns et les autres suivent la même analyse : offre et demande sont les deux piliers du raisonnement économique”.

"Aujourd'hui, des personnes que l'on ne peut pas qualifier de zozos font le même diagnostic", renchérit un autre ami de Montebourg, le député des Français de l'étranger Arnaud Leroy. Qui ne manque pas de pointer des passerelles entre les deux anciens ministres, à l'instar du député de Saône-et-Loire Philippe Baumel. Proche de Montebourg, l'élu compte parmi les premiers signataires de la contribution de Martine Aubry.

"Les relations de ceux qui ont des trajectoires politiques différentes"

Mais la finaliste de la primaire de 2011 et l'homme aux 17%, - qui lui avait alors préféré

François Hollande - entendent bien garder leurs distances. Leur convergence sur le plan économique ? "On n'est pas là pour faire des comparaisons", esquive Olivier Dussopt, député de l'Ardèche proche de la maire de Lille. A l'heure où le PS s'enfonce dans une crise identitaire, l'un comme l'autre pourraient se poser, le moment venu, en figure de proue de cette ligne anti-Valls qu'incarnent les frondeurs de l'Assemblée. Quand la presse voit déjà Aubry à la tête de ce petit groupe d'élus contestataires, son entourage s'empresse de lui dessiner une ambition plus haute : "Elle défend une vision globale et a une position centrale au sein du PS : elle incarne quelque chose de beaucoup plus large", à en croire Olivier Dussopt. D'ailleurs, son fidèle lieutenant François Lamy l'assure : chez Aubry, point de "plan de carrière". "Je suis candidate au débat d'idées", dit-elle.

Montebourg, qui n'entend pas non plus prendre le risque de se marginaliser en se rapprochant des frondeurs, "n'a pas l'intention de rester les bras croisés", prévient son ami Patrice Prat. Avec Aubry, l'ancien ministre de l'Economie entretient "les relations de ceux qui ont des trajectoires politiques différentes. Il n'a pas l'intention de se laisser enfermer", poursuit le député du Gard. Manière de dire que l'ancien ministre, pour le moment en retrait de la scène politique et médiatique, n'entend pas laisser Aubry incarner seule cette alternative. D'autant qu'il n'en fait pas mystère : c'est la présidentielle qu'il vise. Dans les jours qui viennent, c'est pourtant elle qui sera - encore - sous le feu des projecteurs. De nouvelles prises de parole "sur le fond" sont au programme. Un passage à "Des paroles et des actes", sur France 2, est en discussion.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Micro-parti de Le Pen : l'enquête est élargie au «blanchiment en bande organisée»

Par Mathilde Mathieu et Marine Turchi

L'information judiciaire qui vise le micro-parti de Marine Le Pen a été élargie à des soupçons de « blanchiment en bande organisée » à la mi-septembre. Les enquêteurs décortiquent le système de prêts accordés aux candidats FN et de vente de kits de campagne. D'après nos informations, ils soupçonnent que des conventions de prêts aient été falsifiées ou antidatées.

Au printemps, ils en rigolaient encore, persuadés que l'enquête judiciaire allait « faire pschitt ». Les responsables de Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen, ont désormais de quoi s'inquiéter. D'après nos informations, le système de prêts massifs vendus à de nombreux candidats FN lors des dernières élections législatives et locales, qui se retrouve au cœur d'une instruction confiée aux juges Renaud Van Ruymbeke et Aude Buresi, a été organisé par cette formation politique dans des conditions qui se révèlent de plus en plus douteuses.



Marine Le Pen en 2011 © Reuters

D'après des sources proches de l'enquête, au moins un candidat frontiste, censé avoir souscrit un emprunt d'une dizaine de milliers d'euros auprès de Jeanne au taux particulièrement élevé de 6,5 % pour financer sa campagne législative, a déclaré qu'il n'avait jamais rien signé de tel et qu'il avait découvert l'existence d'un contrat au lendemain du scrutin. À l'en croire, quelqu'un aurait paraphé la convention de prêt dans son dos.

On comprend désormais mieux pourquoi l'information judiciaire, déclenchée par un signalement de la Commission nationale des

comptes de campagne (CNCCFP), a été ouverte en avril dernier sur des soupçons de « faux et usage de faux » et d'« escroquerie en bande organisée ». D'après nos informations, elle a depuis été élargie à de possibles faits d'« abus de biens sociaux », mais aussi de « blanchiment en bande organisée » à la suite d'un réquisitoire supplétif délivré à la mi-septembre par le parquet de Paris.

Nombre d'éléments recueillis par Mediapart suggèrent aussi que des candidats frontistes (ou Rassemblement bleu marine) ont été priés d'antidater — donc de falsifier — leurs contrats de prêts avec Jeanne. Alors que certains prêts à 6,5 % n'avaient pas été conclus en temps et en heure (c'est-à-dire pendant la campagne), des représentants du micro-parti se seraient adressés aux candidats après les élections seulement, pour réclamer qu'ils signent une convention antidatée. Questionnés par Mediapart, les responsables de Jeanne ne nous ont pas répondu sur ce point.

À ce stade, difficile de comprendre ce que cachent exactement tous ces bidouillages, dans un micro-parti qui affichait 9 millions d'euros de recettes en 2012. Mais il faut rapprocher ces éléments d'une autre « bizarrerie » déjà racontée par Mediapart : presque tous les candidats frontistes aux dernières élections législatives se sont vu imposer l'achat auprès de Jeanne d'un « kit de campagne obligatoire » (comprenant la conception et l'impression d'un journal, d'une carte postale, d'une lettre de candidature, etc.). Tarif : environ 16 000 euros par personne, parfois plus.

Si Jeanne a développé un système de prêts à marche forcée au « bénéfice » des candidats, ce serait donc pour mieux leur vendre ses coûteux kits, en quelque sorte pour financer sa propre activité commerciale. C'est d'ailleurs un seul et même document que les candidats remplissent pour passer commande — ils cochent simplement une case pour signifier qu'ils acceptent le prêt de Jeanne au taux de 6,5 %.

Le véritable bénéficiaire de ce système, c'est l'entreprise de communication prestataire de Jeanne, qui fabrique tous ces kits à la chaîne. Baptisée Riwal, elle est dirigée par l'un des plus fidèles conseillers de l'ombre de Marine Le Pen, Frédéric Chatillon, un proche du régime syrien souvent présenté dans les couloirs du FN comme « l'argentier officieux de Marine ». En 2012 déjà, pendant la présidentielle, il lui avait facturé plus de 1,6 million d'euros de prestations. C'est

aujourd'hui l'un de ses associés, un certain Axel Loustau, qui occupe le poste clef de trésorier de Jeanne. Pratique.

Selon l'un de ses amis, le patron de Riwal serait récemment parti « se mettre au vert » à l'étranger. « Je suis très régulièrement en Italie pour développer une filiale sans aucun rapport avec la politique », nous rétorque Frédéric Chatillon, pas bavard sur la marge de son entreprise, dont les comptes n'ont plus été déposés depuis 2007. Ses kits vendus aux candidats du FN lors des dernières municipales, par l'intermédiaire de Jeanne, ne seraient-ils pas surfacturés ?

D'après nos informations, la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) serait tentée de répondre à cette question clef par l'affirmative. Dans le cadre de son contrôle, elle est en train de décortiquer les factures de Jeanne et les prestations de Riwal. Or, d'après des courriers expédiés cet été à certains candidats FN, que Mediapart a pu consulter, les rapporteurs de l'autorité indépendante ont tiqué au moins sur deux points.

D'abord, pourquoi des « frais de conception » des documents (journal, carte postale, etc.) sont-ils facturés à chacun des candidats, alors que leur « conception » n'a eu lieu qu'une fois pour toutes ? « S'agissant de documents strictement identiques (le changement de photographie du candidat relevant exclusivement de l'impression), le montant total des frais de conception ainsi versé au prestataire (Riwal - ndlr) pourrait être considéré comme manifestement excessif et sans rapport avec la réalité de la prestation effectuée », écrivent les rapporteurs, qui doivent boucler leurs travaux d'instruction d'ici la fin novembre.

Plus globalement, certaines « dépenses de conception et d'impression paraissent avoir été surévaluées », estiment ces rapporteurs.

« Telle somme peut être considérée comme supérieure aux prix du marché », ont-ils signifié à de nombreux candidats FN, en leur demandant « de préciser les circonstances particulières qui seraient de nature à établir que les prix ainsi pratiqués étaient justifiés et ne caractérisaient pas une surfacturation. »

En l'absence de justifications, la commission pourrait bien décider qu'une partie de ces dépenses n'a rien à faire dans un compte de campagne et refuser qu'elle soit remboursée par l'État aux candidats.

Questionné par Mediapart, le trésorier de Jeanne, Axel Loustau, relativise déjà ces difficultés, parlant d'une « réformation partielle et mineure » des comptes des candidats. Il assure qu'à ce stade, aucune des décisions rendues par la CNCCFP ne conteste « la réalité des prestations servies par Jeanne et ses sous-traitants, ni le montant des tarifs pratiqués ». Et de défendre ces derniers : « Vous noterez que l'économie française n'obéit pas à des règles de droit soviétique mais est soumise au régime de la liberté du commerce et de l'industrie, principe de valeur constitutionnelle. »

« À ma connaissance, aucun compte n'est rejeté à ce jour », insiste de son côté Frédéric Chatillon. En mai dernier, le patron de Riwal s'était agacé de nos questions : « Vous devriez attendre la fin de l'enquête, à moins que vous ne travailliez pour la police. »

Les juges d'instruction Renaud Van Ruymbeke et Aude Buresi n'en sont — il est vrai — qu'au milieu de leurs investigations. Les enquêteurs s'interrogent également sur le taux d'intérêt particulièrement élevé de 6,5 % auquel Jeanne prête en général. Sous certaines conditions, les intérêts d'emprunt que les candidats lui versent peuvent en effet être admis dans la catégorie de leurs dépenses remboursables par l'État. Une aubaine.

En avril dernier, lors de l'ouverture d'une information judiciaire, Marine Le Pen (qui a pris soin de ne pas figurer dans les statuts de Jeanne) avait réagi vertement sur Twitter : « Enquêtes, informations judiciaires, perquisitions, le pouvoir socialiste ne manque pas d'imagination face à son opposition politique. » Et d'ajouter : « Tout cela se terminera comme à chaque fois par un non-lieu ou une relaxe dans quelques mois, mais la calomnie aura rempli son rôle. »

D'après son compte de campagne aux législatives, que Mediapart a consulté, Marine Le Pen s'est en tout cas bien gardée de contracter un emprunt auprès de Jeanne. Pour elle-même, la présidente du FN a préféré la Société générale.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) La Hague: Un incident de niveau 1 au centre de retraitement des déchets nucléaires



Le Centre de retraitement des déchets nucléaires d'Arèva à La Hague. - TRAVERS ERIC/LE FLOCH/SIPA

Fabrice Pouliquen

Un incident de niveau 1, consécutif à une « erreur de manipulation des vannes » lors d'un transfert d'une solution contenant de l'uranium, s'est produit lundi au centre de retraitement des déchets nucléaires à La Hague (Manche), a indiqué Areva dans un communiqué.

«Aucune conséquence» assure Areva

Cet incident n'a eu aucune conséquence «pour le personnel, l'environnement et les installations concernées», a assuré l'entreprise nucléaire.

Une partie du liquide, qui devait être transféré entre deux cuves de l'unité UP2 800, a en fait été dirigée vers un atelier d'une autre usine, l'UP2 400, en raison de cette erreur de manipulation, a expliqué Areva.

«Les cuves concernées étant toutes conçues pour recevoir ce type de solution, cette situation est sans incidence vis-à-vis de la sûreté des installations», a précisé l'opérateur.

Malgré l'absence d'incidence du «défaut de maîtrise de ce transfert», Areva a proposé à l'Autorité de sûreté nucléaire de classer cette anomalie au niveau 1 de l'échelle internationale des événements nucléaires.

20minutes.fr

IV) Face à Aubry, Hollande et Valls font le dos rond



Crédits photo : LEFEBVRE/PHOTOPQR/VOIX DU NORD

L'exécutif s'emploie à relativiser les critiques de la maire de Lille pour faire de son retour un non-événement.

Elle a été le pire cauchemar de François Hollande. À la tête du PS, où Martine Aubry n'a eu de cesse de critiquer le bilan de son prédécesseur. Lors des primaires socialistes de 2011, quand elle ironisait sur le «flou» du candidat, incarnation de la «gauche molle». Lorsqu'il a fallu songer à la succession de la maire de Lille à la tête du parti, Hollande avait prié ses amis de ne «surtout pas contrarier Martine». Quand elle est enfin partie, à l'automne 2012, Hollande a «poussé un ouf de soulagement», se souvient un hollandais.

Autant dire que le retour - tonitruant et assasin - de la maire de Lille sur le devant de la scène nationale ne réjouit guère le président, qui surveille son ancienne rivale du coin de l'œil depuis que cette dernière s'est retirée sur ses terres lilloises. Martine Aubry, qui a appelé le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis avant la publication de son entretien dans le JDD, n'a prévenu ni le chef de l'État, qui a pris connaissance de ses critiques en lisant l'hebdomadaire, ni Manuel Valls. Le chef de l'État a choisi d'y répondre indirectement le soir même, assurant depuis l'Élysée où il rencontrait des chefs d'entreprise, que les «réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin» du quinquennat. Même détermination du côté du premier ministre qui estime que le gouvernement ne s'arrêterait pas «au milieu du gué». «On continue, on persévère.»

Lundi, ministres et ténors de la majorité proches de l'exécutif ont pris le relais, pour critiquer ou relativiser le retour de Martine Aubry sur la scène nationale. «La seule solution aujourd'hui, c'est de réussir la politique qui est menée et il serait bon que chacun apporte sa pierre», a souligné le ministre des Finances, Michel Sapin.

«Elle a le droit de participer au débat au sein du PS, d'avancer ses idées»

S'ils ont été contraints de réagir, les représentants de l'exécutif ont surtout tenté de ne pas donner prise à la polémique, veillant à ne montrer aucun signe d'agacement ou d'inquiétude. «Elle a le droit de participer au débat au sein du PS, d'avancer ses idées», dit-on à l'Élysée, où l'on s'efforce de se montrer magnanime. «La seule nouveauté, ce sont les 20 milliards d'euros, ajoute une source gouvernementale. Son désaccord avec la politique menée, on le connaissait avant.» Bref, rien de nouveau sous le soleil. Chez les proches de Hollande et Valls, ce sont les mêmes éléments de langage qui tournaient en boucle toute la journée: un retour «prévisible», des propositions «datées», «peu de désaccords sur le fond». «Il ne faut pas rentrer dans la polémique», insiste un député PS proche de l'Élysée.

L'exécutif s'emploie aussi à «ramener cette intervention à ce qu'elle est» : «une contribution interne au PS», soit un simple texte pour les états généraux socialistes. Objectif: placer Aubry sur une scène plus petite, celle du parti. «Les manœuvres autour du congrès ont commencé,

analyse ainsi un ministre. Martine Aubry prépare le terrain pour Benoît Hamon (membre de l'aile gauche, NDLR). Son arrivée lui permettrait de faire ce qu'elle veut ensuite.» Autre élément de riposte: semer le doute sur les intentions de la maire de Lille, en rappelant son indécision légendaire, son côté «velléitaire». Un haut responsable PS énumère ainsi: «Veut-elle être premier secrétaire? Non. Veut-elle de Matignon? Je ne crois pas. Veut-elle être candidate à la présidentielle? Je ne l'ai pas senti... Le problème avec ce retour de Martine, c'est qu'il ne présente aucun débouché politique.» Une source gouvernementale ne dit pas autre chose: «Ce n'est pas elle qui disait: "Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup" ? Et bien je peux dire que ce qu'elle propose est flou et que l'on ne voit pas bien où elle veut en venir...»

Derrière cette obstination à relativiser le retour de la maire de Lille, l'inquiétude est palpable. «Indiscutablement, son initiative nous affaiblit momentanément, confie un ministre. Ça rajoute du doute chez les gens de gauche. Ça rajoute du scepticisme, de l'esprit critique et morose.» Ce membre du gouvernement ajoute: «Le retour de Sarkozy permettrait de rééquilibrer les choses. On était en train de remonter la pente. Aubry donne un petit coup d'arrêt.» Les leaders de la majorité ne manqueront pas d'évoquer le cas «Martine» mardi soir à l'Élysée, à l'occasion du dîner hebdomadaire de la majorité.

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Hollande : « Les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré »



© AFP

François Hollande a assuré dimanche que "les réformes se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin" du quinquennat après les vives critiques de l'ex-numéro du Parti socialiste, Martine Aubry, sur la politique économique du gouvernement.

"Les réformes, elles sont continues, elles ont été engagées dès les premiers mois de mon quinquennat et elles se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin, parce que la France a besoin de réformes", a déclaré le président de la République devant un parterre de patrons de grandes entreprises étrangères réunis à l'Élysée.

Il s'agit "non pas de réformer pour réformer mais de réformer pour créer davantage de richesse, davantage d'activités, davantage d'emplois et aussi pour attirer davantage d'investisseurs et davantage d'entreprises", a-t-il ajouté lors de cette rencontre à l'Élysée sur le thème de "l'attractivité de la France", en présence notamment du chef du gouvernement Manuel Valls et du ministre de l'Économie Emmanuel Macron.

Enumérant les réformes engagées depuis six mois par le gouvernement Valls, M. Hollande a présenté comme "une nouvelle étape" le projet de loi de relance de l'activité lancé par le gouvernement qui prévoit notamment un assouplissement du travail du dimanche, l'ouverture des professions réglementées et des mesures en faveur de l'actionnariat salarié.

Dans un entretien au Journal du dimanche, Martine Aubry a éreinté la politique économique du gouvernement en se posant clairement en chef de file des députés PS frondeurs et en demandant une réorientation de la politique économique du gouvernement.

Manuel Valls avait dans l'après-midi réagi indirectement aux propos du maire de Lille en assurant qu'on pouvait "compter" sur lui pour "avoir les nerfs solides" face aux critiques.

"Nous n'allons pas nous arrêter au milieu du gué", a prévenu M. Valls. "On ne peut pas zigzaguer, changer tous les jours de position. Les entreprises ont besoin de lisibilité, de visibilité", a-t-il ajouté.

M. Macron s'est quant à lui dit "en désaccord avec l'analyse" de Mme Aubry et "les conclusions qu'elle en tire", estimant que "ce n'est pas avec des solutions classiques que nous pourrons réparer" la crise.

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue